

Bruxelles, le 5 octobre 2020

Président, S.E. Faure Gnassingbé
Garde des Sceaux, S.E. Pius Agbetomey
Présidente de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Togo, S.E. Nakpa Polo

cc

Ambassadeur du Togo à Bruxelles, S.E. Kokou Nayo M'Beou
Délégation de l'UE au Togo

Re: harcèlement judiciaire à l'encontre du journaliste d'investigation et défenseur des droits humains Ferdinand Ayité et le journal L'Alternative, et législation pénale sur la diffamation

Excellences,

Nous, membres du Parlement européen, avons l'honneur de vous écrire afin de vous exprimer notre profonde inquiétude concernant le harcèlement judiciaire à l'encontre du défenseur des droits humains et journaliste d'investigation Ferdinand Ayité et son journal L'Alternative au Togo, et concernant la législation pénale Togolaise sur le diffamation.

Ferdinand Ayité est un journaliste d'investigation et défenseur des droits humains basé à Lomé, au Togo. Il est le directeur des publications de L'Alternative, un journal connu pour ses enquêtes sur des affaires de corruption et de détournement de fonds au Togo, et exigeant que les auteurs de telles affaires soient tenus responsables de leurs actes.

C'est avec inquiétude que nous avons appris les allégations de détournement de 400-500 milliards de FCFA (610-760 million d'euros) rapportées par L'Alternative et Ferdinand Ayité, en relation à l'importation de produits pétroliers au Togo.

Nous souhaitons attirer votre attention à la programmation conjointe UE-Togo pour 2020, selon laquelle "l'UE peut être considérée comme le premier partenaire du Togo. Ce potentiel de développement ne se réalisera pas sans la consolidation de [...] la lutte contre l'impunité et la corruption."¹ [emphasis ajoutée]. La promotion d'un environnement propice pour la société civile est également soulignée dans cette programmation conjointe comme l'une des racines de la démocratie, et donc de la lutte contre l'impunité et la corruption.

Nous avons donc appris avec plus grande inquiétude encore les accusations portées par le businessman et membre du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPP) Fabrice Affatsawo Adjakly à l'encontre du journaliste d'investigation et défenseur des droits humains Ferdinand Ayité et de L'Alternative, en représailles pour leur travail sur l'article révélant l'affaire. Fabrice Affatsawo Adjakly et son père Francis Sossah Adjakly sont accusés par L'Alternative d'avoir mené le montage de détournement de fonds, dans lequel sont également impliqués des officiels du gouvernement.

Nous sommes par ailleurs profondément alarmés de l'existence de provisions *pénales* de diffamation dans le Code pénal révisé du Togo de 2015, et ce particulièrement au vu de recommandations² formulées au Togo de modifier ou abroger ces provisions lors de son Examen Périodique Universel

¹ https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/20160622_document_conjoint_de_programmation_fr_0.pdf p. 6.

² See recommendation 131.22 by Switzerland, in U.N. Doc. A/HRC/34/4.

de 2016. La Rapporteuse Spéciale sur la situation des défenseurs a en effet déclaré³ que ces provisions ont été utilisées de façon répétitive pour sévir contre les défenseurs des droits humains et journalistes, notamment lorsqu'ils documentent des cas de corruption impliquant des officiels du gouvernement. Par conséquent, la Rapporteuse Spéciale a recommandé que la diffamation ne soit plus jugée par les juridictions pénales mais par les juridictions civiles, avec une punition en accord avec l'esprit de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 6 de la Déclaration sur les défenseurs des droits humains.⁴

La seconde audience dans l'affaire contre Ferdinand Ayité et L'Alternative, programmée pour le 16 septembre 2020 à la Cour de Première Instance de Lomé, a été reportée à la demande de l'avocat du défenseur. La prochaine audience se tiendra le 7 octobre dans la même cour.

Nous souhaitons souligner le travail crucial réalisé par les défenseurs et les journalistes luttant contre la corruption et au Togo pour que les auteurs de telles affaires soient tenus responsables de leurs actes.

Nous, membres du Parlement européen, appelons donc les autorités Togolaises à abandonner toutes les charges à l'encontre du journaliste d'investigation et défenseur des droits humains Ferdinand Ayité et du journal L'Alternative, et de s'assurer que le harcèlement judiciaire à leur encontre cesse immédiatement. Nous appelons également les autorités Togolaises à abroger ou modifier les provisions pénales sur la diffamation, afin de satisfaire les standards internationaux et les recommandations successives des Nations Unies et de l'Examen Périodique Universel à ce sujet.

Selon les Lignes Directrices de l'UE sur les défenseurs des droits humains, nous demanderons à la délégation de l'UE au Togo de faire le suivi sur les éléments mentionnés dans cette lettre.

Veillez agréer, Excellences, l'expression de nos salutations les plus distinguées,

1	Pierrette Herzberger-Fofana	MEP	Greens/EFA
2	Monika Vana	MEP	Greens/EFA
3	Dimitrios Papadimoulis	MEP	GUE/NGL
4	Ramona Strugariu	MEP	Renew
5	Ville Niinistö	MEP	Greens/EFA
6	Roberta Metsola	MEP	EPP
7	Stelios Kouloglou	MEP	GUE/NGL
8	Salima Yenbou	MEP	Greens/EFA
9	David Casa	MEP	EPP
10	Eugen Tomac	MEP	EPP
11	Helmut Geuking	MEP	ECR
12	Ismael Ertug	MEP	S&D
13	Terry Reintke	MEP	Greens/EFA
14	Marie Toussaint	MEP	Greens/EFA
15	Sven Giegold	MEP	Greens/EFA
16	Assita Kanko	MEP	ECR
17	Kartin Langensiepen	MEP	Greens/EFA
18	Henrike Hahn	MEP	Greens/EFA
19	Jordi Solé	MEP	Greens/EFA

³ See in U.N. Doc. A/HRC/25/55/Add.2, paras. 64 and 76.

⁴ See in U.N. Doc. A/HRC/25/55/Add.2, paras. 25 and 87.

20	Konstantinos Arvanitis	MEP	GUE/NGL
21	Daniel Freund	MEP	Greens/EFA
22	Abir Al-Sahlani	MEP	Renew
23	Leila Chaibi	MEP	GUE/NGL
24	Erik Marquardt	MEP	Greens/EFA
25	Jan-Christoph Oetjen	MEP	Renew
26	Alexis Georgoulis	MEP	GUE/NGL
27	Rasa Juknevičienė	MEP	EPP
28	Maria Arena	MEP	S&D
29	Raphaël Glucksmann	MEP	S&D
30	Aurore Lalucq	MEP	S&D
31	Michael Gahler	MEP	EPP
32	Miguel Urban Crespo	MEP	GUE/NGL
33	Brando Benifei	MEP	S&D
34	Hilde Vautmans	MEP	Renew
35	Diana Riba i Giner	MEP	Greens/EFA
36	Alviina Alametsä	MEP	Greens/EFA
37	Fabio Massimo	MEP	non-attached
38	Javier Nart	MEP	Renew